

PUBLIER AU SEIN DE LA MSH :
Quel avenir pour nos Presses ?
(Juin 2006)

Dans le prolongement des journées de réflexion de mars dernier, deux rencontres consacrées à la question de l'édition universitaire ont eu lieu à quelques jours d'intervalle, le 21 juin 2006 à l'initiative du réseau MSH, le 26 juin à celle de l'Association des Éditeurs de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (AERES).

Si la problématique de fond, liée à une meilleure visibilité de nos productions et à ses incidences en termes de stratégie éditoriale, est commune d'une structure à l'autre, il paraît pour l'heure prématuré, au vu de la richesse du débat et de la complexité de sa mise en œuvre, de confondre le point de vue de la MSH et celui des Presses. Les MSH semblent en effet devoir jouer un rôle d'*incitateur* plus que d'acteur éditorial, les Presses restant pour leur part tributaires de la souveraineté scientifique des responsables de collections comme des contraintes techniques liées à la commercialisation des ouvrages.

Pour autant, il serait dommageable de dissocier ces deux versants, car l'avenir de nos publications se joue bel et bien au cœur d'une paradoxale polarité : à la fois élargir notre audience auprès d'un public de non spécialistes, et répondre à une exigence de scientificité accrue.

Ce double enjeu, que tous nos homologues s'accordent pour qualifier de « destin » qu'il nous revient de construire pour ne pas avoir à le subir, se formule en effet avec une insistance répétée à un moment où, les équipes et les volontés s'étant renouvelées, les PUBP vont devoir se repositionner clairement entre Maison de la Recherche et Maison des Sciences de l'Homme, et alors que se fait ressentir de manière de plus en plus pressante pour le service la nécessité de se doter d'une compétence éditoriale propre.

Tout cela sans modification, du moins à court terme, de notre effectif.

À ce titre, il n'est pas inutile de rappeler l'avis donné par les représentants du CNRS lors de leur visite d'évaluation du 7 juin dernier. L'a priori du CNRS à l'égard des Presses d'universités est qu'elles « doivent publier moins et mieux », et rechercher des financements extérieurs, notamment par le biais de coéditions avec le secteur privé. Il appartient à chacun d'apprécier les éventuels présupposés de ces options, si ce n'est que les émissaires du CNRS, questionnés sur les probabilités d'obtention de postes supplémentaires pour les publications, nous ont clairement répondu que nous devons au préalable et avec les moyens dont nous disposons, faire un premier pas dans le sens d'un allègement de la production papier au bénéfice des supports électroniques, et par ailleurs définir une « politique de projets » en regard de laquelle dresser un état des compétences acquises et disponibles, permettant de formuler celles qui seraient requises pour de nouveaux personnels.

Les quelques éléments de réflexion qui suivent sont inspirés de la lecture d'un article¹ posant la question de la gratuité des publications scientifiques en ligne. Ce texte a le mérite de rappeler que, face à la richesse des instruments actuellement disponibles, c'est d'abord la *clarification préalable des objectifs* qui permet de déterminer quels sont les outils et procédures appropriés à la diffusion, et d'autre part que les champs ouverts par la diffusion électronique – qu'il faut cependant se garder d'idéaliser – sont peut-être l'occasion d'éviter de reproduire les tendances « autarciques » (1, je produis ; 2, j'essaie d'intéresser quelqu'un à cette production).

Or quel est l'objectif premier d'un auteur, sinon d'*être lu* ?

Il n'est pas certain que la vente soit le seul, ni le meilleur, moyen d'y parvenir.

Accès gratuit, accès payant

L'article plaide pour la gratuité, en tant que démocratisation d'intérêt public, de l'accès aux savoirs.

Le débat est complexe, les avis partagés. Mentionnons simplement un argument d'apparence prosaïque, mais dont les incidences ont retenu notre attention.

Dans l'état actuel du payant, les coûts éditoriaux sont supportés deux fois : 1) par le producteur, intellectuel et gestionnaire ; 2) par l'acheteur, qui est le plus souvent un organisme public, bibliothèque universitaire ou centre de recherche. La gratuité consiste à transférer le budget de l'acheteur² sur le fonds de l'éditeur, ces deux budgets ayant en fait la même origine. Un tel transfert peut plaider en faveur d'une consolidation des moyens financiers alloués aux publications, à condition que l'on puisse faire valoir

- une dynamique propositionnelle,
- la valorisation de nos spécificités (i.e. notre raison d'être) et de nos partenariats³,
- une meilleure gestion comptable,
- un gain en terme de visibilité.

Sans trancher dans le débat gratuit *versus* payant, cette alternative technique ouvre à une problématique pertinente en matière de stratégie éditoriale, à savoir la possible *hiérarchisation* de la production⁴.

¹ Thierry Chanier, *Archives ouvertes et publication scientifique : comment mettre en place l'accès libre aux résultats de la recherche ?* (L'Harmattan, 2004 et http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001486.html), ainsi que le résumé et commentaire proposés par Maguy Pothier sur alsic.org)

² Beaucoup de bibliothèques universitaires sont abonnées à des « bouquets » qui font l'objet d'un lobbying de la part des grands groupes d'édition privés et sont en général proposés à des prix jugés exorbitants, sans que la qualité scientifique des contenus soit toujours avérée, et sans forcément correspondre aux besoins réels des bibliothèques (la logique de « lots » à l'œuvre dans les bouquets étant un standard qui ne tient pas compte des spécificités de chaque lectorat). La gratuité, couplée à l'utilisation de normes xml identiques pour les éditeurs et les bibliothécaires, autoriserait des abonnements « à la carte » en évitant la logistique contraignante et coûteuse des facturations – et en réconciliant avec les revues les bibliothèques qui, faute d'une augmentation de leurs budgets, ont de plus en plus tendance à se désabonner.

³ Prosaïquement là aussi, les publications en partenariat, c'est-à-dire déterritorialisées, peuvent utilement permettre de résister aux pressions des pouvoirs publics vers une externalisation de l'édition universitaire dans le privé, risquant de priver les centres et laboratoires de leur souveraineté éditoriale.

⁴ Et, corrélativement, une redistribution et clarification des compétences éditoriales (à la différence du régime des PUBP, qui n'ont *que des responsabilités*).

Des publications hiérarchisées, selon leur niveau de scientificité d'une part, selon leurs destinataires de l'autre, pourraient par exemple être différenciées ainsi :

- la prépublication (working papers, compte rendus de séminaires...), constituant un état provisoire destiné avant tout à une communauté restreinte de chercheurs, d'accès libre ;
- la « littérature grise » (thèses, actes de colloques⁵...), qui constitue à un moment donné les « pierres d'un édifice » à conserver dans la mesure où elle participe d'un projet d'ensemble (œuvre ou thématique) encore non synthétisé, en accès partiellement libre (*abstracts* attractifs à destination d'un public élargi), partiellement ou temporairement⁶ payant ;
- les travaux de synthèse, de haut niveau, validés par des comités de lecture *effectifs* et représentatifs à l'échelle nationale et internationale, constituant la tête de pont d'un « lobby SHS » face à des pouvoirs publics dont les financements tendent à privilégier les sciences dites dures, au motif qu'elles sont rentables car appliquées. S'ils s'imposent par leur exigence de qualité, et sont suffisamment mûris pour pouvoir être synthétisés de manière à attirer un public élargi, ils pourront rester payants (en version électronique détaillée à l'usage des chercheurs, dans leur déclinaison papier à l'adresse du public) sans que cela soit dissuasif.

Dynamisme et impact

La publication papier souffre d'une inertie en regard de laquelle le numérique peut minimiser le délai entre production et consommation du savoir. Les versions électroniques des textes peuvent également être régulièrement modifiées, enrichies⁷... Ainsi, départager ce qui est tributaire d'une *actualité* et de circonstances, de ce qui est d'*intérêt général* et plus durable, aidera à affiner les choix éditoriaux.

D'autre part, l'édition papier ne permet pas d'évaluer l'impact véritable des publications, alors que l'on peut recenser le nombre de visites que reçoit un article en ligne⁸. Les mesures d'impact ne sont pas seulement quantitatives : le balisage xml peut indiquer à *quel titre* un texte est consulté (outre le type et la fréquence des occurrences sollicitées, la consultations des sources, *via* les liens activés, est un indicateur perçu comme fiable). En aval de la consultation, l'on peut également savoir si le texte est lui-même pris comme référence ; ce « niveau de citation » permet, dans la durée, d'*accroître la valeur scientifique* de l'article en donnant à l'auteur des indications susceptibles de l'amener à infléchir ou bien concentrer ses recherches en fonction des attentes qui se seront exprimées.

Cette identification du lectorat à partir de ses centres d'intérêts, augmentée par la possibilité de réagir par mail, ouvre à la « culture de réseau », c'est-à-dire à de potentiels regroupements entre lecteurs/auteurs et auteurs/lecteurs appelant des collaborations, intra- ou pluridisciplinaires. (Économiquement, elle devrait pouvoir permettre de distinguer le lectorat « captif » – prêt à payer – de celui que l'on souhaite conquérir, et ainsi de déterminer, selon les destinataires ou les voies de diffusion, des pourcentages d'accès gratuits ou payants.)

Ces quelques pistes montrent que les mutations actuelles – que d'aucuns comparent à la révolution que fut l'imprimerie, ne serait-ce qu'en termes de résistances rencontrées – ne sont pas d'abord technologiques, mais scientifiques : une diffusion modernisée est le corollaire d'une nouvelle manière d'acquérir, produire et communiquer les savoirs.

⁵ Qui gagneraient beaucoup à un *accès individualisé* comme alternative aux « compilations » onéreuses, inégales et rarement lues dans leur intégralité que sont le plus souvent leur publication papier.

⁶ À La durée moyenne de « vie active » d'un ouvrage de sciences humaines, estimée à trois ans (ensuite de quoi il passe en « rotation lente »), correspond un « délai de latence » pendant lequel les textes en ligne sont payants ; ce délai peut être le lieu d'une expérimentation permettant de tester les performances respectives de deux supports parallèles, papier et électronique, pour un même texte.

⁷ Ce qui exclut, pour les publications nouvelles du moins, de se contenter d'un transfert en pdf. Celui-ci, destiné à l'impression, ne fait qu'accompagner une version html ou xml.

⁸ Est considéré comme visite un temps de fréquentation d'au moins une demi-heure, ce qui exclut le « zapping » (...et constitue une épreuve de vérité).